

De Vladivostok à Lisbonne : ce que révèle la vision de l'Europe d'Angela Merkel



Angela Merkel a déclaré dans un congrès de son parti qu'elle souhaitait un espace économique allant de "Vladivostok à Lisbonne". On peut se demander si cette alliance, en plus d'être dangereuse pour la France, n'est pas une stratégie de la chancelière pour mettre la main sur l'Europe de l'Est.

Avec Michael Bret

Avec Florent Parmentier

Atlantico : Angela Merkel a déclaré lors d'un congrès de son parti en Mecklembourg-Poméranie Orientale qu'elle était favorable à un espace économique s'étendant "de Vladivostok à Lisbonne". Cette déclaration vient juste après la levée des sanctions contre la Russie, et est une redite exacte de l'expression employée par Vladimir Poutine en 2010 dans le Süddeutsche Zeitung. Pourquoi leurs intérêts semblent-ils converger aujourd'hui ? Pourquoi l'Allemagne de la chancelière semble-t-elle si intéressée par le développement de cet axe ? Quels sont les avantages que l'Allemagne pourrait tirer de cet espace précis ?

Michael Bret : Économiquement, les intérêts de l'Allemagne à un tel espace d'échange n'ont jamais cessé, ce sont plutôt les vicissitudes diplomatiques qui permettent aujourd'hui à la Chancelière de le rappeler. Toute occasion est bonne à prendre lorsque les relations sont si volatiles et tendues. Paradoxalement, cette convergence repose sur un calcul court-termiste de la Russie pour ce qui est de ses intérêts économiques : l'Allemagne, championne industrielle, échange ses produits de pointe contre les matières premières russes. Où est le problème ? La Russie s'enfonce de plus en plus dans son modèle économique uniquement tourné vers l'extraction et on en connaît bien les dangers depuis les années 1970 et les tentatives de développement des pays exportateurs : s'ils ne couplent pas leurs efforts avec un soutien volontariste au développement d'une industrie reposant sur la demande intérieure, ils voient leur économie à la fragilité des marchés de matière première et n'enclenchent pas de vraie dynamique. Les secteurs industriels permettent de monter dans la chaîne de valeur, "d'apprendre en produisant". Pas les matières premières. La Russie a oublié de suivre cette leçon depuis les années Eltsine et les récentes sanctions financières de l'Union ont fini d'étouffer les derniers efforts industriels en asséchant les rares investissements.

Peut-on penser qu'avec un tel espace, l'Allemagne risque de voir son hinterland oriental être contesté par la Russie ?

Michael Bret : Économiquement, le seul danger de pénétration de marché de la part de la Russie serait dans le secteur de l'armement où l'ours russe reste à la pointe. Mais les enjeux diplomatiques sous-tendant les contrats de livraisons dans ce secteur donnent encore un avantage au bloc européen pour conserver les marchés qu'il a actuellement.

Quelle place prendrait la Turquie dans cette "stratégie orientale", quand on connaît son opposition historique avec la Russie et les relations ambiguës qu'elle entretient avec l'Allemagne ?

Florent Parmentier : La Turquie est l'autre géant aux portes de l'Europe, dont les relations avec l'Europe sont nécessairement complexes. Historiquement certes, les relations entre la Turquie et la Russie étaient hostiles, Moscou s'étant donné pour objectif de trouver un débouché sur les mers chaudes tout en brandissant la mission de libérer les Chrétiens d'Orient. Il faut se souvenir que parmi les 5 buts de guerre du tsar en 1914, on retrouvait cette idée de reprendre Constantinople, "Tsarigrad" de son autre nom, et de maîtriser ainsi les détroits. Cependant, le régime soviétique athée de l'URSS et celui de la Turquie, kémaliste laïc, étaient parvenus à trouver un *modus vivendi*, comme en témoigne la convention de Montreux sur les détroits (juillet 1936).

Il est toutefois également vrai que les relations s'étaient nettement améliorées ces dernières années, et ce à différents points de vue ; en développant leurs propres modèles politiques au détriment du modèle européen, les régimes russe et turc ont effectué un rapprochement, symbolisé par l'entente relativement bonne entre Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan. Les deux pays ont conclu ensemble des accords en matière énergétique et économique. C'est dans ce contexte que Vladimir Poutine avait violemment pris à partie son homologue turc suite à la destruction d'un avion russe à la frontière turco-syrienne en novembre dernier, mettant en œuvre une série de rétorsions. La tendance au rapprochement entamé au cours des années 2000 a donc été contrée depuis quelques mois, des divergences de fond existant à propos de l'Etat Islamique et d'autres sujets du Moyen-Orient.

L'autre partie de l'équation concerne bien évidemment les relations germano-turques. Elles étaient une priorité de Guillaume II, qui voyait dans l'alliance avec l'Empire ottoman un moyen d'étendre son influence. Cette relation a surtout été nourrie par l'appartenance de la Turquie à l'OTAN, puis à la venue de nombreux *gastarbeiter* (travailleurs invités) à partir des années 1960 ; cependant, l'Allemagne d'aujourd'hui reste parfois mal à l'aise avec cette immigration. Des tensions ont pu également apparaître à l'occasion de la reconnaissance du génocide arménien par le Parlement allemand le 2 juin dernier, puisque 11 députés allemands d'origine turque ayant voté pour cette résolution ont été menacés de mort.

Il est vraisemblable que dans ce jeu à trois puissances, les tensions politiques actuelles peuvent empêcher la réalisation de complémentarités économiques. Il n'en demeure pas moins que tant l'Allemagne que la Russie pourraient être amenées à reconstruire des relations approfondies avec la Turquie.

Quelle est la position de la France et des Etats-Unis aujourd'hui face à cette "orientalisation" de la politique allemande ? L'Allemagne met-elle la pression à ses partenaires ?

Florent Parmentier : Assurément, l'Ostpolitik n'est pas un concept nouveau en Allemagne ! Les partenaires de Berlin font eux face à une situation contrastée. Les Etats-Unis de Barack Obama ont à la fois promu le redémarrage ("*reset*") des relations russo-américaines, mais ont été également à la pointe du mouvement de sanctions à l'égard de la Russie, faisant pression sur les Européens qui en supportent le coût. L'élection présidentielle américaine pourraient constituer un tournant dans les relations entre les Etats-Unis et la Russie en fonction du vainqueur, Hillary Clinton s'avérant souvent plus critique vis-à-vis de la Russie que Donald Trump.

En ce qui concerne la France, l'Assemblée nationale et le Sénat ont poussé en faveur d'une levée des sanctions européennes. La figure de Vladimir Poutine semble de plus fasciner une partie de la droite bonapartiste, combinant les aspirations à un Etat fort, à un retour à la nation et aux valeurs traditionnelles. Cependant, François Hollande garde pour le moment une position similaire à Angela Merkel au sujet des sanctions : pas de levée sans une application des accords de Minsk.

La position allemande semble tirer les leçons de la crise ukrainienne et propose d'aller de l'avant, en offrant la perspective d'un partenariat limité avec la Russie, tenant compte de la situation en Ukraine. Il reste à voir si une telle politique pourrait être mise en œuvre de manière cohérente au niveau européen.